

# Asie du Sud : les amateurs-experts de la violence collective

Par Laurent GAYER

- [Inde](#)
- [Pakistan](#)
- [Violence non-étatique](#)
- [Communauté](#)
- [Conflits / guerres](#)
- [Asie du Sud](#)
- [Frontières](#)
- [Militaire](#)
- [Territoires](#)
- [Violence](#)

Comment citer cet article

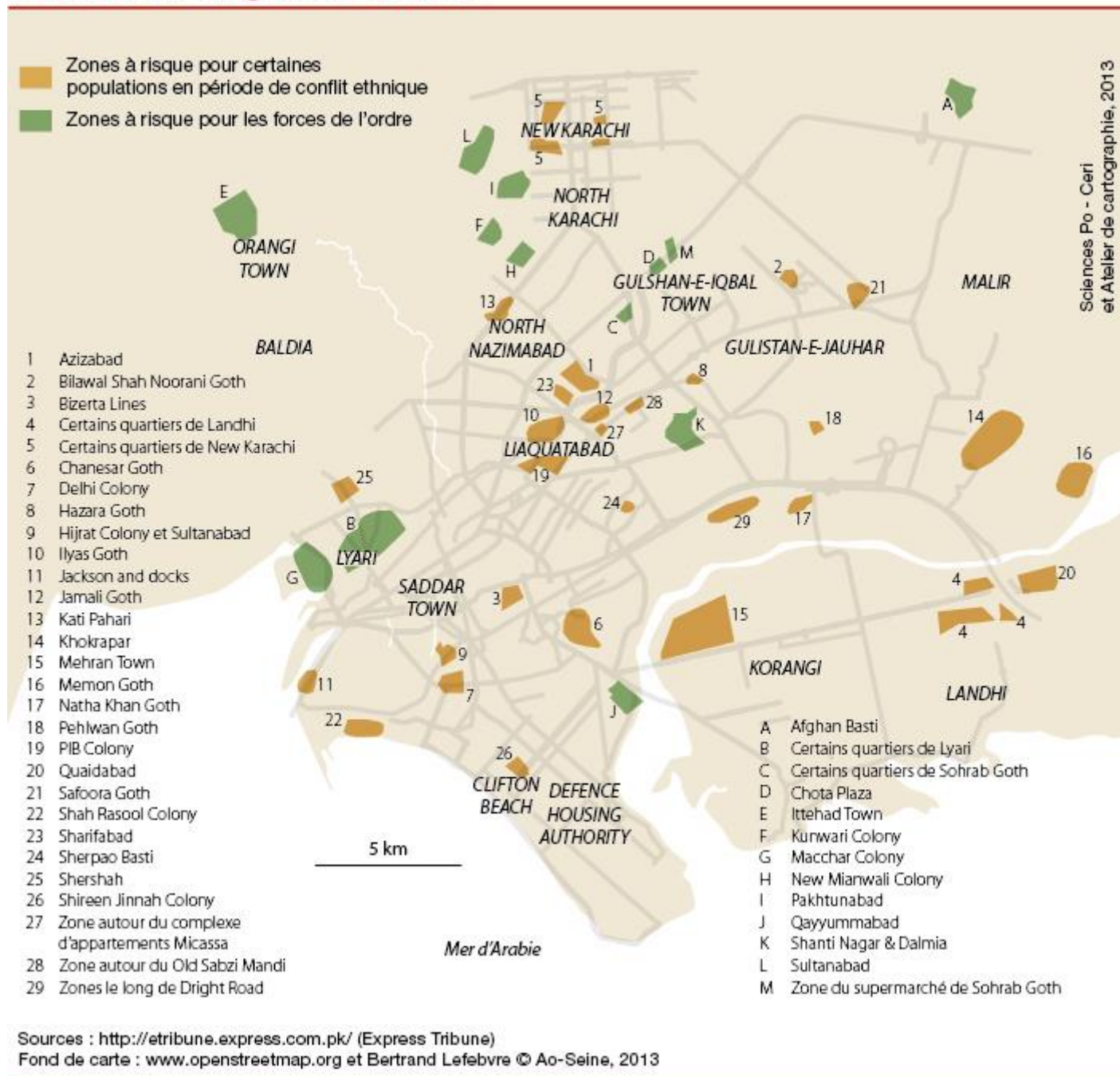
Laurent GAYER, "Asie du Sud : les amateurs-experts de la violence collective", *CERISCOPE Puissance*, 2013, [en ligne], consulté le 24/07/2014, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part5/asie-du-sud-les-amateurs-experts-de-la-violence-collective>

*Note : Les noms suivis d'un astérisque ont été modifiés afin de préserver l'anonymat de mes informateurs.*

10 mai 2013. A Karachi comme dans le reste du Pakistan, on se prépare à la tenue d'élections générales. Demain, sept millions d'électeurs seront appelés à se rendre aux urnes (sur un total de 86 millions d'électeurs inscrits à l'échelle nationale). Pour de nombreux analystes, au Pakistan comme à l'étranger, ces élections seront l'occasion de saluer la première transition pacifique entre deux gouvernements civils dans l'histoire du pays. Les plus optimistes trouveront également matière à se réjouir dans le fort taux de participation (55 %), en nette hausse par rapport aux scrutins précédents – et ce, en dépit des menaces des extrémistes de tous bords, de la canicule qui sévit en cette période de pré-mousson et des travaux agricoles mobilisant une partie de la population rurale (battage du blé et ensemencement du coton). Sans dénier à ces élections leur portée « historique », dans un pays gouverné par les militaires pendant près de la moitié de son histoire, le récit irénique d'une transition électorale pacifique, et donc d'une nouvelle étape sur la voie de la « consolidation démocratique » au Pakistan, est pourtant incomplet. Ainsi, en cette veille d'élections, l'heure n'est pas seulement aux opérations de séduction de dernière minute pour les partis politiques qui se disputent le contrôle de la plus grande ville du pays. Alors que le compte à rebours électoral s'est enclenché, il est plus que jamais temps d'en découdre avec ses rivaux et de marquer son territoire. Ces démonstrations de force orienteront les choix électoraux, non seulement en intimidant les électeurs mais aussi en révélant les véritables détenteurs du pouvoir au niveau local, et donc les acteurs collectifs dotés de la plus grande capacité de protection et de redistribution. Pour ces partis politiques acquis au jeu démocratique mais persistant à s'appuyer sur des logiques de domination partiellement militarisées, il n'est donc pas seulement temps de mobiliser les électeurs mais aussi de déployer des combattants, et plus particulièrement ces « intermittents de la violence » ponctuellement enrôlés par les principales forces politiques en présence pour s'affronter dans la rue. Loin d'être étrangères au jeu démocratique, ces violences miliciennes le prolongent et l'orientent : à Karachi comme dans

bien d'autres régions d'Asie du Sud, le chemin des urnes passe encore bien souvent par le maniement des armes. A tel point que pour les militants de base des partis politiques locaux, l'exercice de la violence est parfois devenu une part intégrante du travail politique. Militer, dans ce contexte, c'est aussi exercer, au moins à temps partiel, des activités militaires.

### Karachi et ses "no-go areas" en 2012



Asif\* est l'un de ces combattants du dimanche, épisodiquement envoyés sur le « front » des guerres de territoires (*turf wars*) auxquelles se livrent les partis politiques, les milices islamistes et les groupes criminels à Karachi, notamment dans ses « no-go areas » – ces zones de souveraineté contestée, où l'autorité de l'Etat, sans avoir disparu, s'exerce de manière intermittente, en partage avec les entrepreneurs de violence (cf. carte ci-dessus). Asif réside dans l'une de ces *no-go areas* et, au début des années 2000, a rejoint le parti politique qui

domine la vie politique de Karachi depuis la fin des années 1980, le Muttahida Qaumi Movement (Mouvement national unifié, MQM). Issu d'un milieu populaire (il a grandi dans un *katchi abadi*, un de ces quartiers informels parfois hâtivement qualifiés de bidonvilles, où plus de la moitié des vingt-et-un millions d'habitants de Karachi tentent de survivre avec les moyens du bord), Asif n'en a pas moins eu accès à l'éducation, et s'il a dû interrompre ses études universitaires avant leur terme, c'est moins pour des raisons économiques que politiques (après s'être interposé dans une rixe entre deux factions étudiantes, il craint d'être victime de représailles de la part d'un syndicat étudiant islamiste très influent dans son établissement). Ce niveau d'éducation nettement au-dessus de la moyenne, notamment dans son quartier, lui vaut l'attention du MQM. En 2001, Pervez Musharraf (alors président et chef de l'armée, mais aussi patron du MQM, qui un an plus tard rejoindra la coalition formée par le général-président) a réformé la législation sur les gouvernements locaux, dans le sens de la décentralisation. Comme tous ses prédécesseurs, ce militaire se méfie des partis politiques et voit dans la démocratie locale un moyen de les court-circuiter. Sur le terrain, cette réforme ouvre des possibilités d'ascension sociale rapide aux éduqués de la classe moyenne inférieure tels qu'Asif, qui s'empressent d'offrir leurs services aux partis politiques dans l'espoir de se voir propulsés à un poste de conseiller municipal. C'est précisément ce qui arrivera à Asif, avant que celui-ci ne soit contraint de renoncer à son poste suite à une affaire de corruption. Ce début de carrière politique assez conventionnel ne suffit pourtant pas à détourner Asif de la politique armée qui fait la marque de Karachi depuis les années 1980. Ainsi, tandis qu'il gravit un à un les échelons du parti, Asif va également se trouver de plus en plus impliqué dans son « sale boulot » – ces « corvées » propres à toute profession et recouvrant ses activités les plus dégradantes et/ou dangereuses (Hughes 2009). Au cours de l'été 2011, qui voit les partis au pouvoir se déchirer autour d'une nouvelle réforme de la législation sur les gouvernements locaux, Asif est à plusieurs reprises envoyé combattre un parti rival, qui s'appuie localement sur un groupe criminel impliqué, notamment, dans le trafic de drogue. Il participe à des combats de rue qui se sont « professionnalisés » au fil des ans. Si les combattants intermittents tels qu'Asif n'ont accès qu'à de vieilles Kalachnikov, les troupes d'élite du MQM – les *shooters* – sont en revanche équipées de fusils de sniper, de lunettes de vision nocturnes et de lance-roquettes. Et si les scènes de guérilla urbaine de l'été 2011 sont restées sans suite, le nombre d'homicides n'en a pas moins continué de grimper en 2012 et 2013.

Comme pour tout combattant, le « travail » d'Asif est d'abord fait d'attente (Grojean et Kaya 2012). Il passe parfois des nuits entières sans tirer un coup de feu, à guetter le moindre mouvement de l'autre côté de la « ligne de front », c'est-à-dire quelques rues plus loin. Au-delà des risques inhérents à ces activités miliciennes, c'est aussi leur caractère fastidieux qui les dévalorise chez les militants de base de son parti. Et parce qu'il appartient à une caste particulièrement basse, Asif fait parfois les frais d'une délégation supplémentaire de sale boulot de la part des militants de statut social supérieur, qui une fois parvenus au « bunker » d'où ils sont censés surveiller la position ennemie ont tendance à désertir leur poste en lui laissant leurs armes. Mais là encore, comme dans toute profession, la relégation des employés les moins qualifiés à des tâches peu prestigieuses – à l'instar des aides-soignantes en milieu hospitalier – n'exclut pas que ces employés conservent une marge d'autonomie dans l'acceptation – ou l'évitement – de ces tâches (Arborio 2001). Dans le cas d'Asif, par exemple, cette autonomie se manifeste par l'occultation de compétences martiales qu'il pourrait pourtant valoriser auprès de son parti. Avant de rejoindre le MQM, il a en effet servi dans l'armée pakistanaise pendant quelques années, et il dispose donc d'une expertise largement supérieure à celles des militants standards de son parti. Mais il craint qu'en révélant ces compétences, ses supérieurs hiérarchiques ne l'impliquent dans des activités plus



violentes encore, pour faire de lui un tueur à temps plein – un *target killer* ou un *shooter* dans le jargon de Karachi. Tout en paraissant accepter docilement de se voir reléguer des tâches ingrates et dangereuses, Asif cherche donc à éviter de se voir assigner des tâches plus valorisées au sein de son parti, mais qu'il juge contraires à son éthique : s'il est prêt à se battre ponctuellement, il refuse catégoriquement de « devenir un tueur ».



La « frontière » – et la ligne de front – entre un quartier mohajir et un quartier pachtoune à Qasba Colony, Karachi. On notera les impacts de balles, témoignant de la dureté des combats qui se déroulèrent là au cours de l'été 2011, quelques mois avant que ne soit prise cette image © Laurent Gayer

Les violences qui précèdent le scrutin du 11 mai n'ont donc rien d'exceptionnel, même si elles sont liées à ce contexte électoral. La veille du scrutin, Asif est ainsi appelé en renfort pour repousser l'offensive d'une faction rivale. Au cours de cette offensive, ses assaillants sont parvenus à « capturer » une zone habituellement tenue par le MQM-Altaf, et Asif et ses compagnons sont chargés de reconquérir le terrain perdu. C'est entre deux cycles d'affrontement qu'il trouve le temps de se rendre dans un cybercafé pour me relater les événements de la journée, avant de s'excuser de devoir abrégé notre conversation : il lui faut maintenant « retourner sur le champ de bataille ». Quelques heures plus tard, à l'occasion d'une nouvelle pause dans les combats, il m'informera qu'un candidat du groupe rival a été abattu dans le même quartier. La guerre de territoire qui sévit quotidiennement dans ce quartier contesté s'est cumulée aux tensions pré-électorales pour aboutir à cet assassinat ciblé. Cette fois pourtant, le « travail » a probablement été confié aux troupes d'élites du parti – ces « individus non identifiés » (*na malum afrad*) dont la presse ourdouphone relate les crimes à longueur de colonne sans jamais parvenir à donner un visage à ces assassins semi-professionnels.

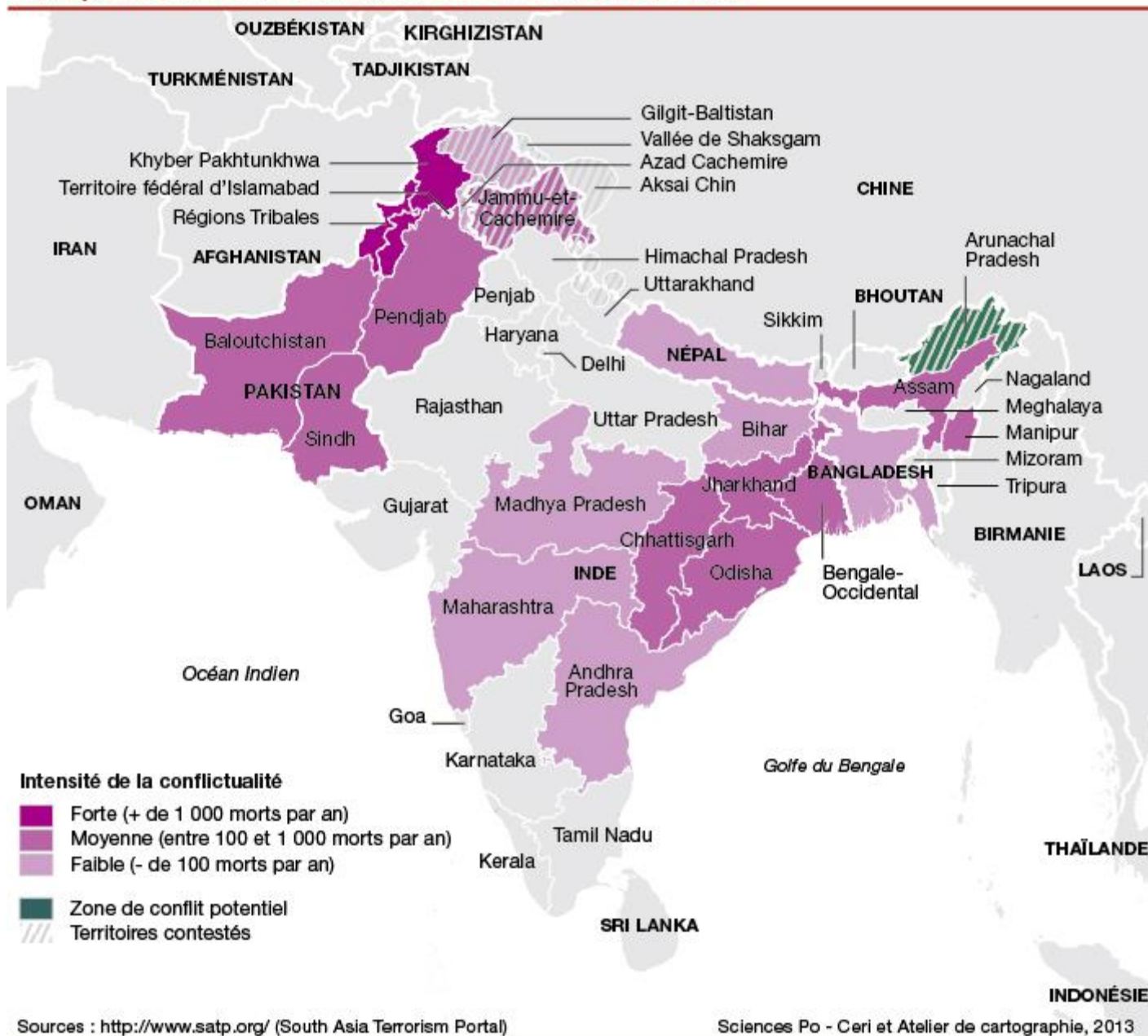
Les pages qui suivent voudraient précisément s'attarder sur le profil de ces « amateurs » – parfois experts – de la violence armée, à Karachi mais aussi, de manière plus générale, dans le

reste du pays et de sa région. Pour ce faire, nous nous proposons de suivre une approche « au ras du sol » de ces combattants irréguliers d'Asie du Sud (Buton et Gayer 2012), tranchant avec les analyses surplombantes qui dominent la littérature en sciences sociales sur les conflits infra-étatiques de cette région, ici assimilée au sous-continent indien.

### **Le recul des conflits interétatiques en Asie du Sud**

L'Asie du Sud n'ignore pas les conflits interétatiques, centrés sur des contentieux frontaliers non résolus (cf. carte ci-dessous). L'Inde continue ainsi d'entretenir des relations difficiles avec une grande partie de ses voisins, notamment le Pakistan et la Chine. Ces conflits de « frontières » – qui ne sont d'ailleurs pas toujours reconnues comme telles, à l'instar de la « ligne de contrôle » (LoC) séparant l'Inde et le Pakistan au Cachemire ou la « ligne de contrôle effectif » (LAC) séparant l'Inde et la Chine – donnent régulièrement lieu à des épisodes de tension diplomatique, voire à des affrontements militaires de faible intensité.

## Principales zones de conflictualité en Asie du Sud en 2010



L'année 2013 a ainsi été marquée par un regain de tension entre New Delhi et Pékin suite à une série d'incursions chinoises au Ladakh, ainsi que par une recrudescence des accrochages meurtriers entre l'armée indienne et l'armée pakistanaise le long de la LoC. Le coût politique et financier de la défense de ces frontières contestées est loin d'être négligeable. Le maintien par l'Inde de plusieurs centaines de milliers de soldats au Cachemire entretient ainsi son statut d'« occupant », participe à la militarisation générale de la société et s'accompagne régulièrement d'exactions contre les populations civiles, qui viennent écorner l'image de la « plus grande démocratie du monde » sur la scène internationale. De surcroît, ces dépenses de défense pèsent lourd sur les finances publiques et limitent d'autant la capacité d'action des gouvernements de la région dans le domaine du développement économique et sociale – un point rappelé par le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2013. Jusque récemment, ces conflits interétatiques pouvaient également être considérés comme la matrice de certains conflits non étatiques, à l'instar du



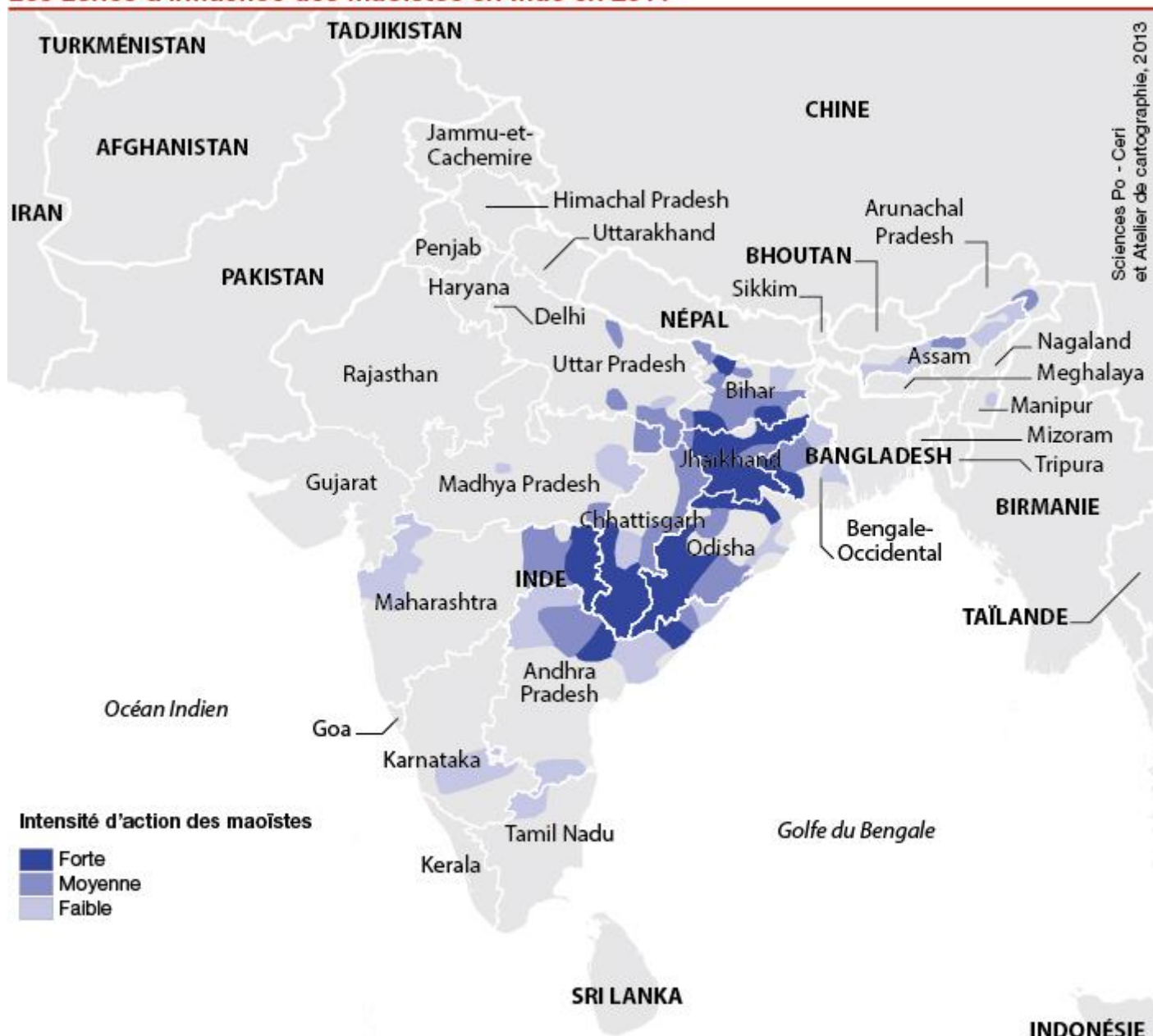
conflit du Cachemire, impliquant des groupes indépendantistes puis des milices jihadistes qui ont trouvé d'importants soutiens au Pakistan (Blom 2009). Dans ce contexte, l'emballement de certains de ces conflits (comme au moment de la crise de Kargil de 1999), et de manière plus ponctuelle les actes de terrorisme international supposés avoir bénéficié de soutiens étatiques (à l'instar des attaques de Mumbai de novembre 2008) pouvaient faire craindre une escalade militaire entre voisins.



« Paramilitaire » indien de la Central Reserve Police Force (CRPF) – Srinagar (Jammu et Cachemire), 2006  
© Laurent Gayer

Sans qu'elle puisse être totalement écartée, la perspective de guerres conventionnelles entre Etats sud-asiatiques est cependant de plus en plus improbable du fait de l'accès de l'Inde, du Pakistan et de la Chine à l'arme nucléaire. Pour autant, la violence armée n'a pas déserté la région. Si certains Etats comme le Népal ou Sri Lanka ont vu leurs conflits intérieurs se résorber dans la seconde moitié des années 2000, d'autres en revanche ont vu les leurs s'intensifier. C'est le cas par exemple du mouvement « naxalite », mouvement maoïste armé de l'Inde qui fait désormais plus de victimes annuellement que le conflit du Cachemire (cf. carte ci-dessous). Mais c'est surtout au Pakistan que l'on assiste à une escalade violente de conflits infra-étatiques qui, sans s'être totalement désinternationalisés, sont de moins en moins arrimés à des logiques étatiques. Longtemps accusé par l'Inde d'exporter la violence terroriste sur son sol, le Pakistan est désormais en proie à une série de conflits ouverts qui, pour l'heure, paraissent sans issue. C'est notamment le cas du mouvement des talibans pakistanais, qui s'est progressivement autonomisé de celui des talibans afghans, mais aussi des conflits sectaires entre sunnites et chiïtes, de l'insurrection nationaliste du Baloutchistan ou encore des violences urbaines de Karachi.

## Les zones d'influence des maoïstes en Inde en 2011



En s'inscrivant dans la durée, ces conflits sont venus nourrir une dynamique de « milicianisation » des sociétés (Marchal 1997), contribuant à la militarisation des luttes sociales et politiques tout en ouvrant des possibilités d'ascension sociale par la violence. Ce processus est pourtant loin d'être univoque et doit être appréhendé au plus près des combattants. Ce n'est qu'à ce prix que l'on peut se préserver des antiennes sur la revanche violente des déclassés. De fait, comme nous le verrons, les carrières miliciennes sont rarement couronnées de succès, tout du moins au regard des aspirations initiales des recrues. Les parcours de ces recrues sont cependant très contrastés, notamment en ce qui concerne leur rapport à la société environnante et au collectif militant qui les emploie. Comme le souligne le parcours d'Asif esquissé en introduction, exercer des activités miliciennes, en Asie du Sud, implique rarement de rejoindre une contre-société repliée sur elle-même, en rupture avec son



environnement politique et social. Au contraire, la condition milicienne se vit généralement à mi-temps et aux épisodes, souvent brefs, de combat ou de pérégrination guerrière succèdent les retours prolongés au foyer et à des formes plus conventionnelles de militantisme. Comment, dans ces conditions, devient-on milicien, et comment le reste-t-on ?

### **Ce que faire la guerre irrégulière veut dire en Asie du Sud**

Les conditions d'entrée dans un groupe armé irrégulier varient fortement d'un groupe à l'autre, notamment en fonction de sa visibilité et des relations qu'il entretient avec les autorités civiles (notables locaux, partis au pouvoir, forces d'opposition...) ou militaires (services de renseignement, en particulier). Il est ainsi beaucoup plus aisé de se rapprocher d'une milice patronnée par certaines sections de l'appareil d'Etat que d'un groupe en lutte contre lui, contraint d'opérer dans la clandestinité. De surcroît, plus les organisations miliciennes opèrent ouvertement, plus il leur est possible de brasser large, au-delà de leurs réseaux de recrutement habituels : un jeune homme ou une jeune fille qui ne présenterait aucune prédisposition sociale ou idéologique au recrutement dans un groupe armé peuvent ainsi être attirés vers lui, sans qu'ils en aient préalablement manifesté le désir, à la faveur de campagnes de sensibilisation ou de financement, ou encore de manifestations ouvertes au public.



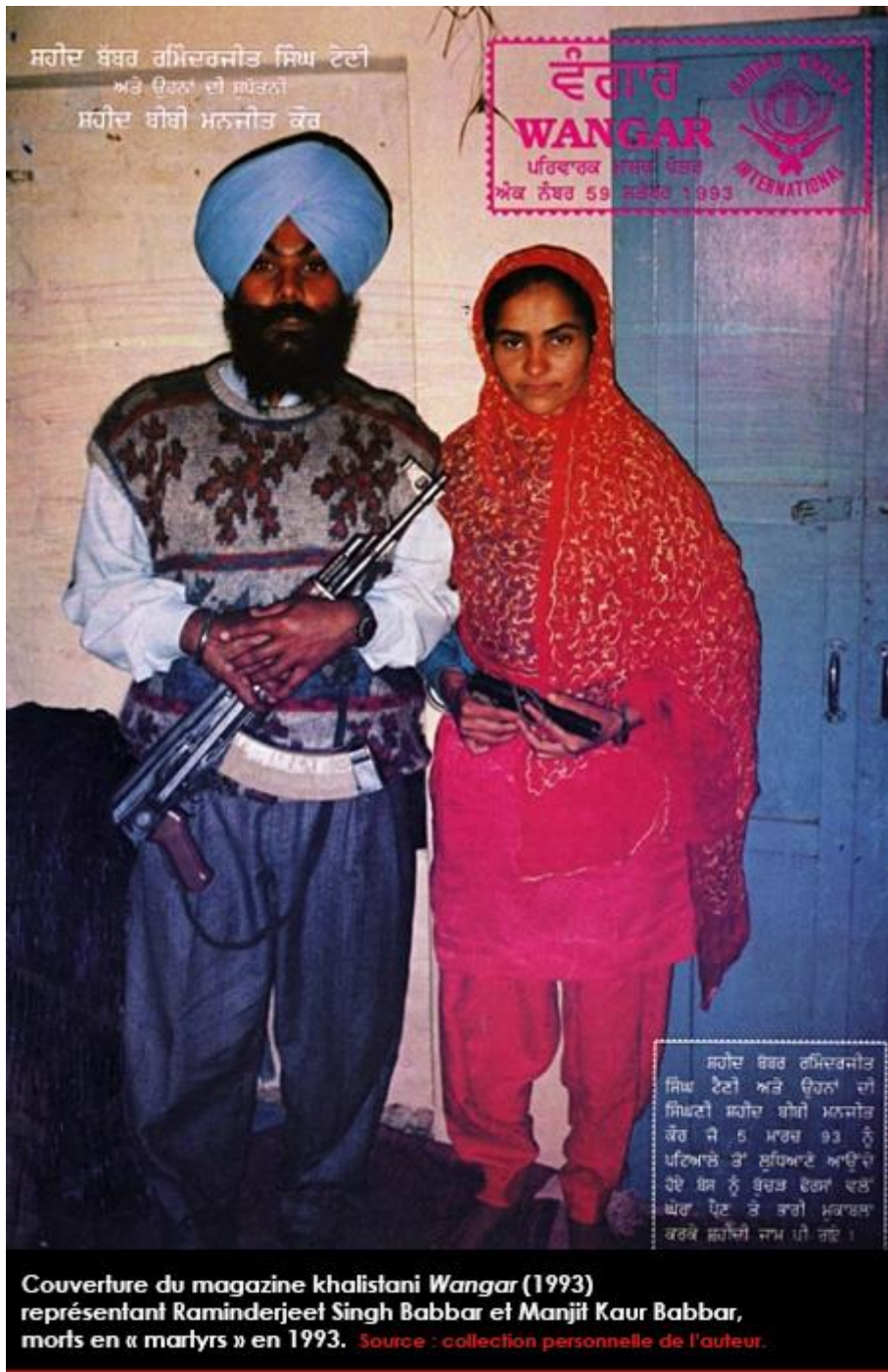
C'est le cas, par exemple, des jeunes Pakistanais urbains attirés par l'organisation Lashkar-e-Tayyeba (LeT), qui garde pignon sur rue au Pakistan en dépit de son interdiction officielle. Certains lieux publics – les bazars, les gares routières, les écoles, les universités, etc. – sont des endroits propices aux rencontres fortuites, qui pourront s'avérer décisives dans la dynamique d'engagement. Celle-ci, répétons-le, n'implique pas nécessairement de motivation préalable, qui peut n'émerger que dans le cours de l'action collective. En Asie du Sud comme ailleurs, il faut se garder de préjuger de l'intentionnalité des acteurs. Non seulement les identités collectives sont plus souvent le produit que la cause des conflits, mais « les préférences des individus ne sont pas données *ex ante* : elles changent avec les opportunités et les contraintes produites par la guerre et ses protagonistes » (Debos 2013).

En tout état de cause, la motivation n'est jamais une condition suffisante de l'engagement dans un groupe armé, *a fortiori* lorsque celui-ci opère clandestinement. Les jeunes sikhs qui, au lendemain de l'opération Bluestar de juin 1984, aspiraient à prendre les armes contre l'Etat indien pour venger cet affront en firent parfois le constat douloureux. Parminder\* était l'un de ces aspirants combattants, résolu à rejoindre le mouvement insurgé qui commençait à se structurer au Pendjab indien. Mais contrairement à la plupart des premières recrues de ce qui allait devenir le mouvement pour le « Khalistan », Parminder n'avait pas de passé militant et manquait donc de points d'entrée dans un mouvement entré dans la clandestinité au lendemain des événements de 1984. C'est ce qui va le conduire, avec quelques amis, à prendre la route du Pakistan :

« [Au lendemain de l'opération Bluestar], nous étions jeunes et sans expérience. Nous manquions de connexions [dans les organisations clandestines]. Nous avions un ami qui connaissait quelqu'un qui était impliqué et, par son intermédiaire, nous avons cherché à acquérir une arme. Mais il a refusé, tout en mentionnant l'existence d'un camp d'entraînement au Pakistan, vers lequel il prétendait pouvoir nous guider. Nous n'avions pas d'autre option et nous avons pensé qu'une fois là-bas, nous trouverions des gens dans le même état d'esprit que nous. Nous aurions ainsi une chance de comprendre le mouvement et de trouver une aide logistique. » (Entretien, Amritsar, 2008)

Ce que souligne l'entrée en radicalité de Parminder, c'est aussi que l'on y entre rarement seul. Ce phénomène n'a d'ailleurs rien de spécifique à l'Asie du Sud, comme le montrent par exemple les travaux de Donatella della Porta sur le passage au terrorisme d'une frange de l'extrême gauche européenne au cours des années 1970 (della Porta 1995). La coprésence d'amis, ou au moins de connaissances, facilite l'entrée en radicalité, en atténuant sa dimension de rupture sociale. Certains groupes armés encouragent d'ailleurs ces dynamiques d' enrôlement collectif, en particulier dans le cas de leurs recrues féminines. Les groupes armés sikhs des années 1980-1990, par exemple, exigeaient des jeunes femmes souhaitant participer à la lutte armée qu'elles soient préalablement mariées à un combattant, afin d'empêcher l'éclosion de conflits sentimentaux au sein de la guérilla. Et si la présence des femmes au sein du mouvement pour le Khalistan resta limitée, un certain nombre de couples se sont illustrés dans ce mouvement insurgé, alimentant sa mythologie (cf. photo).





Cette coprésence de parents ou de connaissances peut apporter un précieux soutien psychologique lorsque l'entrée en radicalité implique un déplacement vers une destination lointaine, qui peut s'apparenter à un rite de passage. L'accès aux sanctuaires qui tiennent lieu de base arrière aux combattants peut même se transformer en voyage initiatique, notamment lorsqu'il implique la traversée clandestine d'une frontière internationale. Ce périple peut parfois prendre un caractère dramatique et/ou rocambolesque, comme dans le cas de ces militants sikhs tentant de rejoindre le Pakistan à l'issue de l'opération Bluestar, abandonnés sous des trombes d'eau par des passeurs qui leur avaient recommandé de « suivre les étoiles », ou contraints de s'agripper à la queue des buffles mis à leur disposition par des villageois pakistanais pour franchir la rivière Ravi séparant les deux pays (Gayer 2009).

Mais l'on peut aussi entrer plus subrepticement en radicalité, presque sans s'en apercevoir, en accomplissant des « services » (transport de messages, d'armes, d'explosifs...) pour les miliciens de son quartier ou de son village. Ces engagements *a minima* peuvent à terme déboucher sur un engagement plus formel mais ce n'est pas toujours le cas. Chaque nouvelle séquence d'engagement suscite des contraintes incrémentales, si bien qu'il devient de plus en plus difficile de faire marche arrière et de se retirer de la course. C'est particulièrement vrai des mobilisations violentes : en s'impliquant dans des activités illégales, les militants d'organisations armées voient leur marge de manœuvre se rétrécir. Pour autant, on aurait tort de croire que ces parcours de radicalisation suivent une trajectoire linéaire. Les jeunes recrues du mouvement des talibans pakistanais que j'ai rencontrées au fil des ans à Karachi décrivent ainsi des parcours souvent hésitants, où chaque nouveau séjour sur le front donne lieu à une réévaluation de l'engagement, parfois suivie d'un désengagement. C'est le cas, en particulier, des étudiants de *madrasas* de Karachi partis en observateurs sur les fronts pakistanais et afghan et qui, à leur retour, préférèrent reprendre leurs études plutôt que d'embrasser une carrière jihadiste dont ils pressentent la conclusion tragique. Il semble même que le choix de poursuivre dans la voie des armes ne concerne qu'une minorité de ces « touristes du jihad », souvent échaudés par leur découverte du « feu » (sur ce point, voir la trajectoire de « Wali Khan », Gayer 2013a). La question ne se pose pourtant pas toujours en termes aussi tranchés, notamment lorsque le « front » est situé dans son voisinage immédiat. C'est le cas, par exemple, des combattants intermittents mobilisés par les partis qui se disputent le contrôle de Karachi, ponctuellement appelés à faire le coup de feu contre leurs rivaux des quartiers voisins. L'engagement dans ces conflits de proximité est évidemment vécu selon des modalités très différentes de celles qui caractérisent les conflits impliquant une projection distante, voire une pratique assidue de la pérégrination, à l'instar de ces jeunes recrues du mouvement maoïste népalais qui sillonnèrent des années durant les chemins vallonnés de leur pays, les armes à la main. Ces pratiques ambulatoires peuvent d'ailleurs devenir une source d'attachement au mouvement, et donc de pérennisation de l'engagement, dans la mesure où elles créent du lien social. Comme l'explique Marie Lecomte-Tilouine dans le cas des *maobadis* népalais, cette pratique intensive de la marche et du camping, apparentant le mouvement maoïste à « une énorme organisation de Boy-Scouts », fut pour beaucoup dans le succès de la guerre populaire de 1996-2006, qui fut aussi, pour ses jeunes recrues, l'occasion de vivre d'intenses aventures – dans tous les sens du terme (Lecomte-Tilouine 2009 ; sur la gestion de la sexualité des combattant(e)s de la PLA par la direction maoïste, voir Gayer 2013b).

La guerre irrégulière est toujours une expérience liminale pour ses jeunes recrues qui s'y affranchissent des tutelles parentales en communiant avec leurs pairs dans une expérience plus ou moins transgressive. Fête de la jeunesse (Coral Cordero 1998), la guerre irrégulière peut aussi se conjuguer avec la découverte émerveillée de la nature, surtout pour ces jeunes urbains peu familiers des grands espaces. Là encore, nos entretiens avec les recrues du mouvement des talibans pakistanais à Karachi sont instructives, ces jeunes gens insistant systématiquement sur leur émerveillement devant la découverte de paysages montagneux comparés au « paradis » (*jannat*, en ourdou). Cette phase n'a pourtant qu'un temps, et très vite la guerre reprend ses droits, marquant les corps et éprouvant les esprits.

A la différence des professionnels de la violence – policiers, « paramilitaires » (Gayer 2008) ou soldats des armées régulières –, les recrues des groupes armés irréguliers se forment sur le tas, à l'issue d'une période de formation militaire souvent rudimentaire. Entrer en guérilla ou rejoindre une milice, c'est d'abord acquérir un savoir-faire forgé par la pratique, sous le regard de ses pairs. Cet apprentissage s'apparente à un parcours de professionnalisation,

impliquant la maîtrise d'outils spécifiques (armes à feu, armes blanches...) mais aussi l'acquisition d'une capacité de contrôle de soi permettant de gérer le stress inhérent aux situations violentes – une faculté que Randall Collins qualifie d'« *interaction dominance* » et qui consiste, pour les combattants les plus compétents, à garder son calme dans des situations de forte tension émotionnelle (« *being cool in the midst of other people's hot emotions* », Collins 2008). Comme dans tout milieu professionnel, la maîtrise des compétences « ésotériques » (Hughes 2009) de chacun se mesure à travers des dynamiques d'émulation, voire de compétition. Au-delà des stratégies des élites politiques cherchant à intimider leurs adversaires ou la population civile par le recours à la terreur, ces logiques de concurrence entre virtuoses de la violence contribuent à expliquer l'escalade « qualitative » de certains conflits et la multiplication des pratiques de cruauté. C'est le cas, en particulier, à Karachi, où les tueurs du MQM étudiés par l'anthropologue Nichola Khan vivaient et « travaillaient » en communauté, en étant sans cesse incités à surpasser leurs camarades par la « créativité » de leurs pratiques meurtrières (Khan 2010 ; [Gayer 2010](#)).

A ces compétences génériques s'ajoute l'apprentissage d'un savoir-faire plus spécifique dans le cas des organisations opérant dans la clandestinité. Agir clandestinement, ce n'est pas nécessairement, ou pas exclusivement, se dissimuler aux yeux du monde comme le sous-entend la métaphore du « souterrain » (*underground*, terme repris dans la plupart des langues sud-asiatiques pour désigner la clandestinité). C'est d'abord et avant tout projeter un regard neuf, aiguisé par le sens du danger, sur le monde environnant. Ces transformations perceptives, et les conduites motrices inédites qui les accompagnent, sont elles aussi le fruit d'un apprentissage. En ce sens, l'idée d'une « entrée dans la clandestinité » est trompeuse, et il faudrait plutôt parler de *devenirs clandestins*, passant par l'acquisition de compétences spécifiques transmises par les pairs et éprouvées par la pratique. Ces arts de faire propres à l'agir clandestin, centrés sur la dérobade et la dissimulation, voire la duplicité (Linhardt2006), occupent une place centrale et trop souvent négligée de l'agir révolutionnaire, insurgé ou terroriste.

Rejoindre un groupe armé, même lorsqu'il opère clandestinement, n'implique pas nécessairement une rupture radicale avec la société environnante. Les groupes armés sikhs des années 1980-1990 distinguent ainsi deux formes de clandestinité. Dans les premières années du mouvement, les combattants khalistanis demeurent des « semi-clandestins » (*ada-underground*) : bénéficiant incontestablement de soutiens dans la population rurale, ils sont nourris et logés chez l'habitant, en dépit des risques encourus par leurs hôtes. Loin de les isoler du reste de la société, ce mode de vie vient étendre la sphère des sociabilités des recrues du mouvement, cette tendance étant plus prononcée encore chez les femmes. Pour ces dernières, traditionnellement cantonnées à l'espace domestique, ou tout au plus à l'espace circonscrit de leur village, l'expérience de la clandestinité se traduit par une ouverture au monde extérieur, vécue comme une soudaine bouffée d'air frais. C'est ce que suggère Gurmit Kaur\*, une ex-combattante sikhe qui plusieurs années durant accompagna son époux dans la guérilla :

« C'était vraiment une vie formidable. Nous nous promenions sans arrêt [*ham gumte the*]. Nous voyagions ici et là. Ce n'était pas une vie de souffrance. C'était une vie de voyage. Nous étions constamment dans les valises. C'était fantastique : tout ce que nous avions à faire était de lutter. Tout nous était offert, nous n'avions à nous soucier de rien. Lorsque nous voulions des vêtements, les gens nous donnaient des vêtements. Lorsque nous avions faim, les gens nous donnaient à manger. Et c'était l'occasion de rencontrer toutes sortes de gens, qui nous venaient en aide par amour. » (Entretien, Amritsar, mars 2009)



Ce mode de vie semi-clandestin n'aura pourtant qu'un temps. D'abord parce qu'en gagnant en notoriété, les « commandants » khalistanis et leurs épouses sont de plus en plus activement recherchés par les forces de sécurité, et il leur devient plus difficile de convaincre parents ou connaissances de les héberger. De surcroît, l'arrivée de K.P.S. Gill à la tête de la police du Pendjab en 1988 (il y demeurera jusqu'en 1990, puis de 1991 à 1996) se traduit par une répression accrue, qui vise non seulement l'élimination physique des militants khalistanis, mais aussi leur isolement du reste de la population. Les unités spéciales de la police harcèlent les villageois des zones les plus touchées par la rébellion (notamment dans les districts frontaliers de Gurdaspur et Amritsar), afin de priver la guérilla de sa base sociale. Les exactions perpétrées par certains combattants à l'encontre de la population civile – et qui, pour partie au moins, pourraient avoir été le fait d'agents provocateurs – contribuèrent également à creuser le fossé entre la guérilla et la population rurale dont elle dépendait jusqu'alors. Dans ce contexte, il devient de plus en plus difficile pour les insurgés sikhs de trouver refuge dans les villages et la plupart d'entre eux adoptent alors un mode de vie « purement clandestin » (*pakka-underground*). Les combattants marchent de nuit et, durant la journée, se reposent dans les champs – d'où le recours fréquent des ex-combattants au terme *bahar* (dehors) pour désigner cette condition clandestine.

Si les groupes armés irréguliers d'Asie du Sud constituent rarement une contre-société repliée sur elle-même, c'est aussi parce que leurs recrues continuent parfois de se projeter dans l'avenir, et dans la perspective d'un retour à leur foyer d'origine. C'est notamment ce que suggèrent les stratégies conjugales des recrues du mouvement maoïste népalais (Gayer 2013b). Encouragés par la direction maoïste à contracter des mariages intercastes, les jeunes recrues de l'Armée de libération populaire du Népal (PLA) font de la résistance. Tout en profitant de l'opportunité qui leur est donnée de choisir leurs conjoints, elles n'en restent pas moins attachées à l'endogamie de caste. En dépit des pressions de leur parti, les membres de la PLA semblent s'être montrés réticents à transgresser ces tabous et à s'exposer – ainsi que leurs familles – à l'opprobre. Nombre d'entre eux craignaient d'être rejetés par leurs parents et par la communauté villageoise de leur localité d'origine, leur mariage intercastes ne faisant qu'ajouter au stigmate du militantisme (l'appartenance au mouvement maoïste, surtout pour les filles, a souvent compliqué le retour à la vie « civile » des ex-combattants. Cette peur d'être ostracisé n'était pas totalement infondée. Un combattant de la PLA cité dans un [récent rapport](#) affirmait ainsi que l'une de ses amies (et ex-combattante de la PLA) avait été rejetée par sa belle-famille après avoir contracté un mariage intercastes :

« Une amie [Dalit] s'est marié à un homme [de la minorité ethnique] Rai quand elle était encore dans la PLA. Lorsqu'ils sont rentrés chez lui, sa famille a refusé de la laisser entrer. Suite à ce rejet, mon amie a pris la fuite. Je ne sais pas où elle est partie mais j'ai entendu dire qu'elle était à l'étranger. » ([Safer World 2010](#))

La crainte d'être rejetée par son milieu d'origine est particulièrement forte chez les recrues féminines. Dans toute l'Asie du Sud (au-delà du mouvement maoïste népalais, les femmes ont pris une part active au mouvement « naxalite » indien, ainsi qu'aux guérillas séparatistes du Nord-Est indien [Manipur, Nagaland...] et de Sri Lanka), les représentations sociales de ces combattantes restent fortement négatives. Transgressant les conventions de genre en prenant les armes et en échappant au contrôle de la cellule familiale, ces jeunes femmes sont fortement stigmatisées. A leur supposée licence sexuelle s'ajoute leur agressivité présumée, toutes deux nuisant à leurs tentatives de réinsertion sociale à l'issue de leur démilitarisation. Les combattantes de la PLA restées célibataires avaient ainsi peu de chance de trouver un mari hors du mouvement maoïste tant elles étaient peu « vendables » sur le marché matrimonial. La mère d'une combattante de la PLA rapporte ainsi :

« Lorsque j'ai envoyé ma fille chez ma tante, elle l'a renvoyée en disant "Vous êtes des maoïstes, même un chien ne vous viendrait pas en aide". Les femmes de notre communauté disent "Ta fille est allée chez les maoïstes, elle est invendable maintenant, qui acceptera de l'épouser ? Elle a marché et dormi avec des garçons, alors qui voudra encore la toucher ?" » ([Safer World 2010](#))

Si les parcours d'ascension sociale par la lutte armée restent rares, ces recrues pressentent souvent que leur démilitarisation risque de compromettre le peu d'avantages acquis, en termes d'égalité sexuelle notamment, au cours de cette période souvent exaltante de leur existence. C'est, là encore, particulièrement évident pour les femmes pour qui le retour à la vie civile présente le risque d'une réassignation à un rôle domestique traditionnel – celui d'épouse, mère et belle-fille. Tous égaux devant la mort, au moins en principe, les combattants redeviennent des hommes et des femmes inégaux dès lors qu'ils posent leurs fusils. Pour ces ex-combattantes, redevenir une femme au foyer, qui plus est en tant que veuve, est souvent vécu comme une régression sociale et politique (pour plus de détails sur cette ambivalence de l'affranchissement par les armes, voir Gayer 2012). C'est ce qui explique la dureté de leurs propos quant à leur retour à la condition maternelle. Comme l'explique une ex-combattante sikhe :

« Cette vie de femme au foyer me dégoûte. Avant, quand j'étais dans la résistance, je pouvais marcher des jours durant sans me fatiguer. Mais aujourd'hui, le simple fait d'aller faire des courses au bazar m'épuise. » (Entretien, Chandigarh, mars 2001)

Dans ces conditions, certaines recrues peuvent choisir de prolonger leur engagement par défaut, par crainte du retour à une société qui les rejette et qu'elles ne reconnaissent plus. A cette crainte s'ajoutent parfois les (maigres) opportunités de carrière offertes par ces groupes armés, notamment lorsque ceux-ci en viennent à s'institutionnaliser. C'est le cas, par exemple, de ces jeunes recrues de la PLA népalaise qui, à l'issue de la guerre populaire de 1996-2006, ont préféré végéter dans des camps de fortune plutôt que de prendre le chemin du retour vers leur village d'origine, dans l'attente d'une hypothétique intégration à l'armée nationale (qui n'a finalement pris forme qu'en 2012-2013).



Match de football entre des combattants de la PLA et une équipe locale – Surkhet, 2010

© Laurent Gayer

Ce moratoire au retour n'est pourtant pas toujours envisageable, notamment dans le cas des groupes vaincus (à l'instar des Tigres de libération de l'Îlam Tamoul à Sri Lanka) et des organisations faiblement institutionnalisées, offrant moins de perspectives de titularisation (à l'instar des groupes armés sikhs des années 1980).

## Conclusion

Le paysage conflictuel propre à l'Asie du Sud affiche une grande diversité. Si les rivalités interétatiques continuent à grever les finances publiques de nombreux Etats – au risque d'y attiser les tensions sociales et de ralentir, comme dans le cas indien, leur accès au statut de puissance internationale –, le spectre de la guerre trinitaire entre Etats s'est graduellement estompé dans la région. Dans le même temps, on a cependant assisté à l'escalade de conflits infra-étatiques, bien souvent adossés à des logiques transnationales (de financement, d'approvisionnement, de recrutement, de sanctuarisation...). Plus meurtriers que toutes les guerres interétatiques du passé (l'armée pakistanaise a perdu plus d'hommes face aux talibans depuis 2007 que dans toutes ses guerres avec l'Inde), ces conflits ont aussi renforcé la polarisation sociale, ethnique et religieuse de l'ensemble des pays de la région, tout en alimentant la « milicianisation » de ses sociétés. Dans ce contexte, les opportunités de carrières violentes se sont multipliées pour les jeunes hommes mais aussi, et c'est là un développement plus récent, pour les jeunes femmes du sous-continent indien. Si ces carrières miliciennes peuvent participer d'une « économie de la débrouille » (Debos 2013), en s'articulant à des projets d'ascension sociale par la violence et la prédation, le prisme de l'opportunisme ne rend pas justice à ces parcours de combattant(e)s. D'abord parce qu'il préjuge des stratégies de carrière préalablement à l'enrôlement, ce qui est loin d'être toujours



le cas (comment, d'ailleurs, confirmer l'existence de tels projets, surtout lorsque l'on reconstitue les motivations *ex post* ?). Ensuite parce que les résultats de ces parcours, en termes de gratifications matérielles et symboliques, sont loin d'être probants : les miliciens – et plus encore les miliciennes – restent souvent stigmatisés, non seulement pour leurs activités violentes et prédatrices mais aussi parce qu'ils sont majoritairement issus de groupes de statut inférieur. Loin de compenser ce handicap social préalable, l'enrôlement dans des milices tend à le renforcer, alors même que les organisations miliciennes, qui pour la plupart d'entre elles restent faiblement bureaucratisées, offrent peu de perspectives de titularisation. Et si les opportunités d'accumulation prédatrice ouvertes par l'accès à des ressources coercitives ne sont pas négligeables, les *success stories* restent une exception. Même les troupes d'élite de ces groupes armés irréguliers – leurs virtuoses de la violence, passés maîtres dans l'art de la subversion, de la « protection » ou de la coercition au terme d'un long parcours de professionnalisation – parviennent rarement à échapper à la marginalité économique et sociale. En tout état de cause, les maigres avantages matériels ou symboliques générés par leurs engagements radicaux sont souvent compensés par le coût psychologique de leur pratique assidue de la violence. C'est notamment ce que suggère le parcours des tueurs « professionnels » du MQM. Déçus par le parti auquel ils s'étaient voués corps et âme, menacés par leurs rivaux et abîmés par leurs propres exactions, au point d'être littéralement hantés par le souvenir de leurs victimes, les jeunes enragés ont mal vieilli (Khan 2010). Et ils ne sont probablement pas les seuls : n'en déplaise aux tenants de l'entrepreneuriat guerrier, la violence politique est rarement un ascenseur social, y compris dans ces contextes de souveraineté fragmentée qui semblent ouvrir la possibilité de voies de traverse vers le pouvoir et la richesse, dans les interstices du pouvoir d'État.

## Références

- ARBORIO A-M. (2011) *Un personnel invisible. Les aides-soignantes à l'hôpital*, Paris, Anthropos.
- BLOM A. (2009) « Le Hizb-ul-Mujahidin du Cachemire », in L. Gayer et C. Jaffrelot (dir.), *Milices armées d'Asie du Sud. Privatisation de la violence et implication des Etats*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BUTON F., GAYER L. (dir.) (2012) « Sociologie des combattants », *Pôle Sud*, n°36.
- COLLINS R. (2008) *Violence. A Micro-Sociological Theory*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.
- CORAL CORDERO I. (1998) « Women in war: impact and responses », in S. J. Stern (ed.), *Shining and Other Paths. War and Society in Peru, 1980-1995*, Durham, Duke University Press, pp. 45-74.
- DEBOS M. (2013) *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala.
- DELLA PORTA D. (1995) *Social Movements, Political Violence, and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press.

- GAYER L. (2008) « Les Rangers du Pakistan : de la défense des frontières à la “protection” intérieure », in J-L. Briquet et G. Favarel-Garrigues (dir.), *Milieus criminels et pouvoirs politiques. Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, pp. 23-55.
- GAYER L. (2009) « [Le parcours du combattant : une approche biographique des militant\(e\)s sikh\(e\)s du Khalistan](#) », *Questions de recherche*, n°28, mai.
- GAYER L. (2010) « [Profession : tueur](#) », *La vie des idées*, 3 décembre.
- GAYER L. (2012) « Des ‘princesses’ chez les ‘lions’: parcours de vie de recrues féminines dans la guérilla sikhe (1984-1995) », in C. Jaffrelot et A. M. Arif (dir.), *Politique et religions en Asie du Sud. Le sécularisme dans tous ses Etats ?*, Paris, Editions EHESS, pp. 267-290.
- GAYER L. (2013a) *Karachi. Ordered Disorder and the Struggle for the City*, Londres, Hurst.
- GAYER L. (2013b) « ‘Love-marriage-sex’ in the People’s Liberation Army: the libidinal economy of a greedy institution », in M. Lecomte-Tilouine (dir.), *Revolution in Nepal. An Anthropological and Historical Approach to the People’s War*, Delhi, Oxford University Press, pp. 333-366.
- GROJEAN O., KAYA S. (2012) « Ce que font les combattants quand ils ne combattent pas : regards croisés sur les guérilleros du PKK et les commandos de l’armée turque », *Pôle Sud*, n°37, pp. 97-115.
- HUGHES E. C. (2009 [1951]) *The Sociological Eye. Selected Papers*, New Brunswick/Londres, Transaction Books.
- KHAN N. (2010) *Mohajir Militancy in Pakistan. Violence and Practices of Transformation in the Karachi Conflict*, Londres, Routledge.
- LECOMTE-TILOUINE M. (2009) *Hindu Kingship, Ethnic Revival, and Maoist Rebellion in Nepal*, Delhi, Oxford University Press.
- LINHARDT D. (2006) « *Guerrilla diffusa* : Clandestinité, soupçon et provocation dans le conflit entre organisations révolutionnaires subversives et l’État ouest-allemand (années 1970) », *Politix*, n°74, pp. 75-102.
- MARCHAL R. (1997) « Terminer une guerre », in R. Marchal et C. Messiant (dir.), *Les Chemins de la guerre et de la paix*, Paris, Karthala.
- SAFER WORLD (2010) [Common Ground? Gendered assessment of the needs and concerns of Maoist Army combatants for rehabilitation and integration](#), Katmandou, novembre.